

UNCIO - Working papers - plenary UN committee on Jurists & General committees
- jurists [6-38 to 6-48]

10 April 1945
15 April 1945

clear-NK

06/05

"Declassified."

S-1006

Box-4

File-9

(PAGE 12.2.2

(2). Le Greffe donne immédiatement communication de la requête à tous intéressés.

(3). Il en informe également les Membres de la Société des Nations des Nations Unies par l'entremise du Secrétaire général, ainsi que les Etats admis à ester en justice devant la Cour.

Article 41.

(1). La Cour a le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire.

(2). En attendant l'arrêt définitif, l'indication de ces mesures est immédiatement notifiée aux parties et au Conseil de Sécurité.

Article 42.

[Sans changement.]

Article 43.

[Sans changement.]

Article 44.

[/Sans Changement.]

Article 45.

[/Sans changement.]

Article 46.

[/Sans changement.]

Article 47.

[/Sans changement.]

Articles 48-52.

[/Sans changement.]

Article 53.

[/Sans changement.]

Article 54.

[Sans changement.]

Article 55.

[Sans changement.]

Article 56.

[Sans changement.]

Article 57.

(1). Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge aura le droit d'y joindre l'exposé de son opinion individuelle.

Articles 58-60.

[Sans changement.]

Article 61.

[Sans changement.]

Article 62.

[Sans changement.]

Article 63.

[Sans changement.]

Article 64.

[Sans changement.]

CHAPITRE IV.

Avis consultatifs.

Article 65.

(1) Les questions sur lesquelles l'avis consultatif de la Cour est demandé sont exposées à la Cour par une requête écrite, signée soit par le président de l'Assemblée le Président de l'Assemblée générale ou par le président du Conseil de Sécurité de la Société des Nations, soit par le Secrétaire général de la Société des Nations Unies agissant en vertu d'instructions de l'Assemblée générale ou l'Assemblée ou du Conseil de Sécurité.

(2) La requête formule, en termes précis, la question sur laquelle l'avis de la Cour est demandé. Il y est joint tout document pouvant servir à élucider la question.

Article 66.

1. (a) Le Greffier notifie immédiatement la requête demandant l'avis consultatif aux Membres de la Société des Nations des Nations Unies par l'entremise du Secrétaire général de la Société des Nations Unies, ainsi qu'aux Etats admis à ester en justice devant la Cour.

(b) En outre, à tout Membre de la Société des Nations Unies, à tout Etat admis à ester devant la Cour et à toute organisation internationale jugés, par la Cour ou par le Président si elle ne siège pas, susceptibles de fournir des renseignements sur la question, le Greffier fait connaître, par communication spéciale et directe, que la Cour est disposée à recevoir des exposés écrits dans un délai à fixer par le Président, ou à entendre des exposés oraux au cours d'une audience publique tenue à cet effet.

Si un des Membres de la Société ou des Etats mentionnés au premier alinéa du présent paragraphe, n'ayant pas été l'objet de la communication spéciale cidessus visée, exprime le désir de soumettre un exposé écrit ou d'être entendu, la Cour statue.

2. Les Membres, Etats ou organisations qui ont présenté des exposés écrits ou oraux sont admis à discuter les exposés faits par d'autres Membres, Etats et organisations dans les formes, mesures et délais fixés,

dans chaque cas d'espèce, par la Cour, ou, si elle ne siège pas, par le Président. A cet effet, le Greffier communique en temps voulu les exposés écrits aux Membres, Etats ou organisations qui en ont eux-mêmes présentés.

Article 67.

[Sans changement.]

Article 68.

[Sans changement sauf l'addition de "présent" avant le mot "Statut".]

CHAPITRE V.

Amendement

Article 69.

[Décision réservée pendant la discussion de l'article suivant proposé en vue d'adapter cette disposition à la disposition correspondante du projet de Dumbarton Oaks:]

Les amendements au présent statut proposés par l'Assemblée Générale des Nations Unies votant à une majorité des deux tiers, entreront en vigueur, après avoir été ratifiés selon leur procédure constitutionnelle, par la majorité des parties aux présents statuts, y compris tous les états ayant d'un siège permanent au Conseil de Sécurité.